

« L'Europe face à la menace terroriste »,

Alain Chouet

*Conférence pour le 6^{ème} Forum académique sur la sécurité en Europe,
Association Parlementaire Européenne, Strasbourg, 26/11/2015*

Compte tenu du titre donné à cette intervention, je ne vous épargnerai évidemment pas les tartes à la crème et me référerai à la célèbre phrase d'Albert Camus qui, prolongeant la pensée de Martin Heidegger, écrivait pendant le second conflit mondial : « Quand on ne sait pas nommer les choses, on ajoute au malheur du monde ». Si je me résous à un tel lieu commun, c'est que jamais une phrase n'a sonné aussi juste si on considère les errements de l'Europe face au terrorisme.

La dissuasion nucléaire, la construction européenne et le Pacte atlantique ont mis l'Europe à l'abri de la guerre sur son sol depuis soixante-dix ans. Trois générations ont maintenant bénéficié de cette période de paix sans précédent et notre perception collective des conflits armés s'en est trouvée profondément modifiée. Elle l'est d'autant plus que la chute du bloc de l'Est a conféré à nos yeux le monopole de la violence militaire légitime à l'hyperpuissance américaine et à ses alliés de l'OTAN au nom de la défense et de la promotion des valeurs communes partagées en Occident.

Toute initiative armée, la menace d'y recourir ou même sa simple évocation, dès lors qu'elle ne s'inscrit pas dans le cadre de ce monopole, est décrite par nos médias et ressentie par nos opinions publiques comme illégitime, barbare, assimilable au terrorisme et produite par un « axe du mal ». Cette forme de ressenti est corroborée par le fait que toute entreprise armée entrant en confrontation avec la puissance de l'Occident et ses alliés se trouve mécaniquement contrainte à mettre en œuvre des stratégies du faible au fort dont la sauvagerie médiatisée et les violences disproportionnées sont des éléments de base.

C'est ainsi que l'étiquette « terroriste » est appliquée indistinctement aux mouvements subversifs violents se réclamant d'Al-Qaïda, aux irrédentistes touaregs au Mali, corses en France ou russes en Ukraine, au régime cubain, aux groupes combattants salafistes un peu partout dans le monde, aux militants du Hamas à Gaza et du Hezbollah au Liban, aux « passeurs » d'immigrés clandestins en Méditerranée, aux tueurs isolés en Occident mais

seulement s'ils sont musulmans.... Ainsi les frères Kouachi sont des terroristes tandis qu'Anders Breivik est un fou....

Il ne s'agit pas ici de discuter la légitimité ou l'illégitimité des uns et des autres de recourir à la violence mais de constater que les considérer sans nuance ni discrimination ne permet pas de se protéger de ces différents phénomènes ou de lutter contre eux, sauf à s'engager dans une inepte « guerre globale contre la terreur » comme l'a fait l'administration néo-conservatrice américaine avec les résultats désastreux que l'on sait. Car on ne fait pas la guerre à un concept aussi vague que la « terreur », on lutte contre des personnes en nombre limité qu'il faut identifier avec précision et dont il faut connaître les moyens, les méthodes et les motivations. La confusion entre la guerre et la lutte antiterroriste conduit inévitablement à l'extension et à l'aggravation du risque car dans cette confusion on ne considère pas l'ennemi tel qu'il est mais tel qu'on voudrait qu'il soit.

C'est ainsi qu'en créant le vide juridique lié à l'improbable statut d'« ennemi combattant », qui ne satisfait ni aux lois de la guerre ni à celles du maintien de la paix civile, les États-Unis ont renié leurs propres valeurs et multiplié à Guantanamo, à Abou-Ghraïb, dans des « prisons secrètes » sur leur territoire et ceux de leurs alliés, les situations inextricables et les atteintes aux droits les plus élémentaires suscitant partout la haine, le rejet et un désir de vengeance évidemment exploité par les pires idéologues du « conflit des civilisations ».

En 2002, le renversement du régime taliban par des moyens militaires était légitime et justifié. Le régime de Kaboul était un pouvoir d'État qui accordait asile et soutien à une organisation terroriste qui avait durement frappé les États-Unis. Cela dit, après l'anéantissement du noyau opérationnel d'Al-Qaïda et l'éviction des Talibans, il aurait été avisé d'en rester là, quitte à revenir autant de fois qu'il fallait pour éviter toute « rechute » de collusion entre le pouvoir local et le terrorisme international qui n'a jamais compté un seul Afghan dans ses rangs. Vécue comme une intrusion étrangère illégitime par tout un peuple jaloux de son indépendance, l'occupation militaire du pays pendant douze ans n'a aucunement contribué à juguler le terrorisme qui est allé s'exercer ailleurs, ni à instaurer un régime politique efficace et respectable dans le pays où l'on pressent déjà le retour politique des fondamentalistes sur les ruines du régime fantoche adoubé par l'OTAN. Sans revenir sur le cas de la seconde guerre d'Irak caricaturalement déclenchée sur la base de mensonges concernant la collusion du régime local avec le terrorisme, ses conséquences invitent à réfléchir sur les différences fondamentales qui existent entre les affrontements armés et la défense contre la criminalité terroriste.

Al-Qaïda était un mouvement terroriste *stricto sensu*. C'était la scorie dégénérée de la guérilla qui avait opposé les moudjahidin islamistes internationaux soutenus par l'Occident et ses alliés locaux aux occupants soviétiques en Afghanistan. Le mouvement de Ben Laden était un groupe restreint ayant une stratégie globale déterritorialisée d'opposition à l'Amérique et ses alliés qui avaient abandonné les moudjahidin, mais pas de tactique définie. Elle mettait en œuvre des non-professionnels de la violence sacrificiels introduits au cœur des sociétés adverses en vue d'y commettre des attentats aveugles comme ils pouvaient, où ils pouvaient, quand ils pouvaient, pourvu que la violence soit spectaculaire, médiatisée et porte la signature et le message de la mouvance.

L'État Islamique est, au contraire, une véritable armée de professionnels de la violence avec un chef, une mission, des moyens, des matériels lourds, des uniformes ou des signes de reconnaissance, un agenda et des objectifs précis dans un espace limité dont ils entendent bien s'approprier le contrôle territorial pour s'y installer durablement.

De fait, la seule véritable filiation d'Al-Qaïda se retrouve actuellement dans quelques groupes restreints au Sud Yémen et en Syrie, disposant de possibilités opérationnelles limitées, même si elles sont actuellement stimulées par l'offensive séoudienne contre la rébellion zaydite au Yémen, le gouvernement à majorité chiite en Irak ou le pouvoir alaouite à Damas. Ailleurs, Boko Haram, les Shebab somaliens, les Talibans afghans et pakistanais, Aqmi ou le Mujao au Sahel fonctionnent sur le même modèle que l'État Islamique au Levant. Ils ont entrepris des opérations de guérilla ou de guerres quasi-conventionnelles de conquête territoriale contre les pouvoirs locaux et contre leurs alliés extérieurs venus en renfort.

Mais, malgré quelques menaces tonitruantes, ces groupes semblent jusqu'à une date récente n'avoir eu ni la volonté ni, surtout, la capacité opérationnelle de porter le fer au sein des sociétés occidentales. Ainsi les rodomontades d'Aqmi formulées contre la France à l'occasion de son intervention au Mali et complaisamment relayées par la presse sont à ce jour restées sans effet. De même, si l'État Islamique ou les scories d'Al-Qaïda saluent avec enthousiasme les initiatives des tueurs isolés en Occident, ils n'en étaient jusqu'à cet automne ni les initiateurs ni les prescripteurs.

Le problème terroriste n'est pas évacué pour autant. On l'a vu le 13 novembre. Il se pose avec acuité aussi bien en cas de défaite que de victoire de ces groupes sur le terrain.

L'organisation de Ben Laden était le produit paroxystique de ce qui a été ressenti comme une trahison et une défaite. Al-Qaïda a cristallisé la rancœur des volontaires djihadistes d'Afghanistan abandonnés par l'Occident et l'Arabie après 1990, transformant le djihad contre le communisme en djihad universel désespéré.

Le recul actuel des armées djihadistes de l'État islamique produit inéluctablement les mêmes effets. Comme al-Qaïda dans la période 1998-2001, l'État Islamique qui perd pied

militairement sur le terrain a commencé à opérer sa transition d'une violence militarisée et territorialisée vers une violence terroriste déterritorialisée pour conserver sa crédibilité, son influence et ses sponsors idéologiques et financiers. Cette transition s'est récemment matérialisée par une séquence terroriste qui a frappé un avion russe dans le Sinaï, le fief central du Hezbollah à Beyrouth, des fiefs chiites de Baghdad et, enfin des cibles hautement symboliques en plein Paris. Et l'EI trouvera sans trop de peine parmi la vingtaine de millions de musulmans résidant en Europe ou parmi les volontaires européens passés par ses rangs, les quelques dizaines d'individus susceptibles, comme Mehdi Nemmouche, les frères Kouachi ou le gang d'Abaaoud, d'y semer la mort et la dévastation.

Mais une victoire de ces groupes ne serait pas plus garante d'apaisement. Bénéficiant d'une implantation solide dans des « zones grises », installés dans une économie de rente par la prédation qu'ils exercent sur les populations et les ressources locales, ils ne pourront se maintenir que par une fuite en avant permanente, une extension de leur zone de contrôle, des offensives sans cesse renouvelées, tout en tentant de se mettre à l'abri des ripostes extérieures par des pressions politiques et terroristes, au premier rang desquelles figurera la recherche incessante d'une rupture et de l'affrontement violent en Occident entre les communautés musulmanes et le reste de la population.

Si les mouvements salafistes violents se montrent aussi actifs et habiles sur Internet et les réseaux sociaux pour séduire des sympathisants au sein des communautés émigrées en Occident, leur objectif premier n'est pas d'y recruter des combattants mais d'abord de dresser un mur d'incompréhension et de haine entre communautés, de semer le trouble et le désordre en vue de dissuader les sociétés occidentales d'intervenir militairement contre eux ou de soutenir les régimes en place qui leur résistent. Les milices de l'État islamique, de Boko Haram, des Shebab somaliens ou d'Aqmi disposent de suffisamment de volontaires aguerris et rompus aux rigueurs du terrain sans avoir à s'encombrer de recrues inexpérimentées et inadaptées aux contraintes locales. Leur stratégie de séduction est strictement conforme à celle de la Confrérie des Frères Musulmans - dont est issue la quasi-totalité des cadres de la violence islamiste - qui, depuis les années 50 et suivant les préconisations de son théoricien de la subversion armée, Sayyid Qotb, a fait de la violence politique exercée contre les régimes en place et leurs alliés occidentaux un moyen privilégié d'accès à un pouvoir dont ils cherchent à s'emparer par tous les moyens depuis près d'un siècle. Le temps, la clandestinité et l'exil auxquels ils ont été souvent contraints, les répressions auxquelles ils ont été soumis ont développé chez eux un réel talent pour le discours populiste et démagogique, pour les surenchères au fondamentalisme religieux et à la haine des autres, pour l'exploitation de toutes les failles culturelles, juridiques, politiques et sociales des sociétés qui les accueillent.

De fait, la synergie entre les intérêts de légitimation politique des monarchies wahhabites et la stratégie de conquête du pouvoir par les Frères Musulmans constituent la matrice de la violence djihadiste. La propagande salafiste jointe au double langage des Frères Musulmans a toutes les chances d'atteindre ses objectifs si les pays occidentaux n'ont à leur opposer que l'ignorance, la bien-pensance ou la mollesse des concessions permanentes, des arrangements raisonnables et des coups de canifs dans nos contrats sociaux qui sont autant de capitulations en rase campagne face à la barbarie salafiste.

Il existe sans doute en Occident quelques centaines de jeunes gens *borderline*, en perte de repères familiaux, culturels et sociaux, prêts à passer à la violence aveugle au hasard d'une situation tendue, de rencontres malheureuses dans leur vie personnelle ou sur les réseaux sociaux. Ce type de dérive a été illustré récemment en France, au Canada, aux États-Unis ou au Danemark. Il est à l'évidence d'une extrême gravité et requiert toute l'attention de nos sociétés et des mesures strictes de prévention et de répression. Cependant, elle relève beaucoup plus de nos problématiques éducatives, culturelles, sécuritaires, politiques et sociales internes que d'une menace d'irréductible affrontement idéologique ou de guerre des civilisations.

Depuis longtemps déjà, et je m'en étais fait l'écho lors du Forum Saint Laurent sur la sécurité tenu en mai dernier à Montréal, de nombreux observateurs mettent en garde à juste titre contre une transition vers le terrorisme international du groupe « État Islamique » si celui-ci perd pied militairement sur le terrain - ce qui semble être le cas en ce moment. Il y a tout lieu de redouter le retour vers leur pays d'origine des volontaires étrangers haineux et frustrés comme l'avait démontré il y a 20 ans le retour vers leur pays d'origine de ce que l'on appelait alors les « Afghans arabes ».

L'Europe n'a donc pas le choix. Elle ne se protégera pas du risque terroriste en se mettant la tête dans le sable et en conservant une prudente neutralité.

Afin de ne pas rééditer les erreurs et reproduire les conséquences catastrophiques de la « guerre globale contre la terreur », l'Europe a tout intérêt à développer une stratégie sur trois niveaux.

- En premier lieu, et au-delà des gesticulations martiales, il est fondamental que l'Europe ne se considère pas en guerre sur son propre sol. Elle ne l'est pas. La chevauchée sauvage d'une douzaine de psychopathes dans les rues de Paris le 13 novembre n'est pas un acte de guerre. C'est un acte criminel. Il y en aura sans doute d'autres qui doivent être traités comme tels avec toutes les ressources du renseignement intérieur, des techniques policières, du suivi judiciaire mais aussi éducatif, culturel et social. Car ce sont nos enfants, les rejetons de notre société qui ont frappé Paris le 11 janvier et 13 novembre. Toutes ces mesures

gagneront sans doute à être harmonisées et mutualisées au niveau européen mais nous aurions tout à perdre à transformer ces mesures en système liberticide d'exception ou d'état de guerre. Ce serait faire exactement le jeu de la subversion salafiste.

- En revanche, il est clair que nous sommes en guerre sur le terrain, au Moyen Orient, en Afrique, au Sahel, contre des forces militaires et des « grandes compagnies » djihadistes qui servent de base arrière et de centre de formation aux criminels terroristes.

Il est donc du devoir et de l'intérêt de l'Europe d'engager collectivement ses forces armées – et pas seulement celles d'un ou deux de ses Etats membres - et ses services de renseignement extérieur contre les armées salafiste aux côtés des Etats-Unis et de la Russie, bien sûr, mais surtout aux côtés des gouvernements légaux des pays musulmans, fussent-ils peu démocratiques ou jugés peu vertueux afin qu'ils rétablissent des autorités d'Etat sur leurs territoires. Certains de ces gouvernements sont peu fréquentables, voire carrément exécrationnels. C'est vrai. Mais il y a des priorités. On fera le tri après et de préférence dans le cadre institutionnel des Nations Unies. La grandeur des politiques est de faire des choix difficiles. Pour les choix faciles, les peuples n'ont besoin de personne.

Enfin l'Europe doit prendre conscience qu'en s'attaquant à juste titre aux criminels qui frappent sur son sol et aux bandes armées djihadistes qui dévastent des zones entières du monde musulman, nous ne faisons que nous attaquer aux effets du salafisme politique et non à ses causes.

L'Occident en général et l'Europe en particulier ne peuvent s'obstiner à ignorer l'existence des instigateurs et des soutiens politiques, idéologiques et financiers qui alimentent et utilisent depuis 30 ans la violence salafiste. Il est de son intérêt de s'opposer politiquement et diplomatiquement avec vigueur à ces soutiens. Après de longues années d'errements, l'Égypte a donné l'exemple à l'été 2013 en criminalisant le djihadisme et la Confrérie des Frères Musulmans dont sont issus 90% des idéologues et des militants de la violence. Nous ferions bien de nous en inspirer au lieu de nous obstiner à voir dans ce groupe subversif, populiste et totalitaire - expert de la dissimulation et du double langage - des sortes de chrétiens démocrates à la sauce musulmane.

D'autant que si l'Occident a su se montrer intransigeant à l'égard des dictateurs arabes au point d'exiger leur tête au bout d'une pique, il sait se montrer d'une remarquable souplesse à l'égard de certains pétromonarques de la péninsule arabique qui règnent aux antipodes de la démocratie, de la liberté et du respect des droits de l'homme les plus élémentaires.

Qu'elle s'engage ou non dans la destruction des armées djihadistes au Moyen Orient et en Afrique, l'Europe devra faire face au risque terroriste sur son sol avec d'autant plus d'intensité que ce terrorisme disposera de bases arrière, de soutiens d'Etats et de sponsors idéologiques et financiers. Il est donc indispensable de développer, en liaison avec les pays musulmans qui – il faut le répéter sans cesse - sont les premières victimes du terrorisme djihadiste et sans en exclure aucun, une véritable coopération politique, militaire, sécuritaire, judiciaire et policière destinée à déceler le plus en amont possible et prévenir les dévastations de la propagande salafiste sur les citoyens les plus fragiles.